

## LA DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU SOUS-MINISTRE

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Je lui rappelle qu'elle a déclaré à la Chambre le 16 avril que les nouveaux programmes du gouvernement ne visaient plus à créer des emplois à court terme comme par le passé. La ministre approuve-t-elle les propos de son sous-ministre qui a déclaré dans ce document secret que les projets d'emploi devraient porter sur une période suffisante, soit au moins 16 semaines. A son avis, peut-on parler de création d'emplois à long terme lorsqu'il s'agit de 16 semaines?

**L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, je suis ravie, après tout ce temps, de voir des députés de l'opposition libérale s'intéresser aux emplois et à la formation. Voilà longtemps que j'attends qu'ils me posent des questions à ce sujet et ils sont restés muets jusqu'ici.

**Des voix:** Bravo!

**Mlle MacDonald:** Nous n'avons pas choisi l'orientation du parti libéral, qui cherchait à passer outre aux provinces et au secteur privé, pour élaborer cette nouvelle stratégie. Nous avons collaboré avec les autres partenaires économiques et sociaux en vue de formuler une stratégie qui permettra d'offrir une formation et des emplois à près de 400,000 Canadiens.

## L'OPINION DU SOUS-MINISTRE

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, le sous-ministre n'est manifestement pas du même avis puisqu'il a déclaré dans le même document, signé il y a trois jours, que les modalités des nouveaux programmes d'emploi risquent de donner lieu à des fausses interprétations si on les considère hors contexte. Elles rappellent en effet fortement les anciennes méthodes d'élaboration de programmes. Son propre sous-ministre a donc déclaré publiquement à près de deux millions de chômeurs canadiens que le gouvernement n'a aucune idée neuve à proposer. La ministre va-t-elle admettre que ce canular qui dure depuis huit mois au détriment des chômeurs canadiens est terminé et qu'elle doit déposer dès aujourd'hui les programmes à la Chambre, au lieu d'attendre le 18 juin pour présenter une version édulcorée de «Second-hand Rose».

**L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, la députée se croit tout permis, mais, à ce que je vois, elle accepte difficilement les remarques.

**Des voix:** Bravo!

**Mlle MacDonald:** Depuis huit mois qu'il est au pouvoir, le gouvernement a consacré entre autres 2 milliards de dollars à la création d'emplois et à la formation; 2 milliards en huit mois. Il a réussi à faire ce que le député de Winnipeg-Fort Garry n'a pas pu faire lorsqu'il détenait le portefeuille de ce ministère, puisqu'il n'a jamais obtenu de financement à long terme. Il a dû recourir à des mesures spéciales, l'une après

## Questions orales

l'autre, parce que le gouvernement libéral précédent ne croyait qu'aux expédients. Il a refusé d'envisager à long terme les besoins en formation et en création d'emplois. C'est sur ce point que nous différons. La question porte sur la création d'emplois et la formation et déjà quelque...

**M. le Président:** A l'ordre. Les réponses sont également trop longues.

\* \* \*

## LES FINANCES

## LES IMPÔTS DIFFÉRÉS DES SOCIÉTÉS—ON DEMANDE LA PERCEPTION DES INTÉRÊTS

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Le gouvernement se propose d'économiser 245 millions en désindexant les pensions de vieillesse. Hier, le ministre a dit que, s'il y avait eu un autre moyen pour réduire le déficit, il n'aurait pas appuyé la désindexation. Le ministre serait-il prêt à proposer à ses collègues du cabinet que l'on perçoive des intérêts sur les impôts différés des sociétés? Serait-il prêt à faire cela pour protéger les pensionnés, qui n'auraient pas à faire les frais du déficit, et pour fournir au Trésor plus de 500 millions de dollars?

**L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, c'est au ministre des Finances qu'il appartient d'annoncer des changements au régime fiscal. J'en reviens à ce que j'ai dit hier à la Chambre. Lorsque l'on regarde la dette accumulée et l'effet qu'elle a—le coût de la dette, le service de la dette et les effets sur les services sociaux—on s'aperçoit que c'est de l'argent qui pourrait être beaucoup mieux utilisé. C'est la question que nous devons résoudre, il ne s'agit pas seulement de préserver des programmes, mais de renverser le cours des choses.

## LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, le ministre n'est-il pas d'avis que les impôts différés des grandes sociétés représentent une dette à l'égard de la nation? Ne pense-t-il pas, par conséquent, qu'il serait juste de demander à ceux qui nous doivent des milliards de payer au moins des intérêts, afin que nous n'ayons pas à percevoir cet argent auprès des personnes âgées?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, je voudrais expliquer au député que les sociétés ont accumulé ces crédits au fil des ans. En gagnant ces crédits, elles créent des emplois, ce qui, je pense, devrait faire plaisir au député. Je lui rappellerais également que l'objectif fondamental du budget est de créer encore plus d'emplois en encourageant le secteur privé et en capitalisant sur les succès des neuf derniers mois, où 201,000 emplois ont été créés par le secteur privé, qui répond positivement à l'orientation du gouvernement.